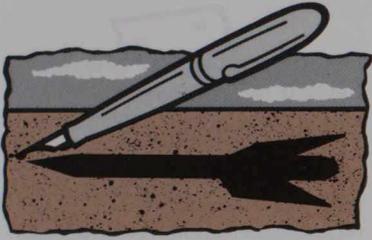


## CONDENSÉ SUR LA LIMITATION DES ARMEMENTS



### Nouvelles réductions des armements nucléaires

■ Le 29 janvier, dans son message sur l'état de l'Union, le président Bush a révélé avoir dit au président Eltsine que, si la Communauté des États indépendants (CEI) acceptait la proposition antérieure de Washington d'interdire totalement les missiles balistiques mirvés basés au sol, les États-Unis réduiraient «d'un tiers environ» le nombre des ogives montées sur leurs missiles balistiques lancés depuis des sous-marins et convertiraient une «part substantielle» de leurs bombardiers stratégiques pour «une utilisation essentiellement classique».

La proposition précédente avait été rejetée parce qu'elle aurait privé l'(ex-)arsenal soviétique de missiles de son point fort sans toucher aux engins lancés depuis des sous-marins ou aéroportés, domaine dans lequel les États-Unis gardent la supériorité.

George Bush propose à présent que les États-Unis éliminent totalement leurs missiles MX, soit cinquante unités plus 500 ogives (l'élément le plus moderne de leur force ICBM), 1 000 des ogives ICBM qui équipent leurs *Minuteman III* et 1 156 des ogives montées sur les missiles balistiques à lanceurs sous-marins (SLBM), plus un nombre «substantiel» mais non précisé d'engins largués par des bombardiers. Les deux parties ne conserveraient que 4 400 à 5 000 ogives nucléaires stratégiques, soit pour les États-Unis environ la moitié moins que les y autorise le Traité START (et presque 7 000 de moins qu'actuellement).

Bien que le président Bush ait qualifié la «première réaction» de Boris Eltsine de «très positive», ce dernier, dans une allocution diffusée le lendemain à la télévision russe et dans laquelle il abordait de nombreux sujets, n'a pas parlé directement de la proposition américaine. En revanche, il a proposé de créer une agence internationale pour la réduction des armes nucléaires qui, par la suite, surveillerait tout le «cycle nucléaire», de la production de matières fissiles à l'élimination des déchets nucléaires.

S'agissant des armes nucléaires stratégiques, il a annoncé une série de réductions unilatérales et il s'est engagé à abaisser le nombre de l'ensemble des armes stratégiques aux seuils convenus dans le Traité START en trois ans, au lieu des sept prévus (voire plus rapidement, «en cas d'entente mutuelle avec les États-Unis»). Il a aussi proposé que les deux puissances renoncent d'un commun accord à mettre au point de nouveaux types de missiles de croisière aéroportés de longue portée; qu'elles éliminent tous les missiles de croisière nucléaires de longue portée à lanceur sous-marin existants; et qu'elles mettent un terme aux «patrouilles de combat» de sous-marins nucléaires lance-engin. Enfin, le président russe a annoncé que des propositions de réductions plus poussées, visant à ramener à 2 000 à 2 500 le nombre des ogives nucléaires stratégiques alignées de part et d'autre, avaient été préparées. Il a répété que la Russie continuerait de respecter le Traité ABM, «facteur important du maintien de la stabilité stratégique dans le monde», mais il a également déclaré : «Nous sommes prêts à élaborer, puis à créer et exploiter conjointement un système de défense mondial qui remplacerait le système IDS.»

Toujours à propos de la limitation des armements, il a fait savoir que la Russie entendait adhérer au Régime de contrôle des technologies relatives aux missiles, qu'elle abandonnerait ses réserves relatives au Protocole de Genève de 1925 concernant le droit d'utiliser des armes biologiques en représailles, et qu'elle adopterait une législation nationale qui réglementerait l'exportation de matières, de matériels et de techniques pouvant servir à fabriquer des armes nucléaires, chimiques ou biologiques ou des «missiles de combat». Il a précisé qu'il y aurait du retard dans le calendrier de destruction des armes chimiques arrêté dans un accord conclu en 1990 avec les États-Unis et annoncé qu'en 1992, il n'y aurait pas de manœuvres militaires engageant plus de 13 000 soldats dans aucune région européenne ou asiatique de la CEI.

Après leur rencontre de Camp David, le 1<sup>er</sup> février, MM. Bush et Eltsine ont annoncé deux réunions au sommet pour cette année. Ils n'ont pu s'entendre sur aucune des

propositions relatives à la limitation des armements, mais ils ont révélé que des négociations détaillées commenceraient à la mi-février avec une visite du secrétaire d'État américain James Baker à Moscou. Le lendemain, le secrétaire à la Défense des États-Unis, M. Dick Cheney, aurait rejeté la proposition russe de réduire encore les armes stratégiques offensives en invoquant qu'il était important pour la stabilité de conserver suffisamment de sous-marins nucléaires lance-engin. Il a qualifié la proposition russe de «grand pas en avant», mais n'en a pas moins refusé de modifier la position des États-Unis, qui s'opposent au partage de cette technologie avec Moscou.

### La Corée du Nord et la bombe

■ L'inquiétude a monté cet automne au sujet de la Corée du Nord, que l'on soupçonne d'avoir un programme d'armes nucléaires. Ce pays a signé le Traité sur la non-prolifération en 1985, mais n'a pas conclu d'accord de garanties avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), comme il le devait.

Le 11 décembre, lors d'une réunion des deux premiers ministres coréens, la Corée du Sud a révélé qu'il n'y avait plus d'armes nucléaires américaines sur son territoire et proposé des inspections «pilotes» simultanées de la base aérienne de Kunsan dans le Sud (où les dernières armes nucléaires américaines auraient été entreposées) et de Yongbyon dans le Nord (où l'on pensait qu'une usine de retraitement était en construction). Deux jours plus tard, les deux Corées ont signé un Accord de réconciliation et de non-agression. Il demande, entre autres, la création dans les trois mois suivant son entrée en vigueur d'une «commission militaire mixte» qui «négociera et mettra en oeuvre» diverses mesures propres à accroître la confiance et des réductions progressives des armements.

Après une série de réunions d'experts à la fin décembre, le Nord et le Sud sont convenus en principe de ne pas «mettre à l'essai, fabriquer, produire, accepter, posséder, entreposer, déployer ou utiliser des armes nucléaires» ni «posséder des installations de retraitement nucléaire et d'enrichissement de l'uranium» et d'«accepter les inspections d'installations choisies par l'autre partie ou de concert», suivant des procédures que définira une commission mixte

pour la vérification nucléaire constituée un mois après l'entrée en vigueur de la Déclaration. La Corée du Nord aurait aussi promis de signer et ratifier l'accord de garanties de l'AIEA avant la prochaine rencontre des premiers ministres, en février, si les États-Unis et la Corée du Sud annulaient leurs manœuvres militaires annuelles baptisées «Esprit d'équipe» (ce qu'ils ont accepté, a-t-on appris une semaine après).

La Déclaration de non-nucléarisation a été signée le 20 janvier par les deux premiers ministres. Elle doit entrer en vigueur le 20 février, tout comme l'Accord de réconciliation et de non-agression. Le 30 janvier, le Nord a signé son accord de garanties avec l'AIEA, mais un haut fonctionnaire aurait laissé entendre que le processus de ratification pourrait durer six mois. Dans des pourparlers directs avec Pyeong Yang, Washington aurait fixé un ultimatum (peut-être avril) : soit le Nord autorise l'inspection de ses sites nucléaires, soit il s'expose à des sanctions internationales. Beaucoup d'analystes redoutent qu'à la faveur d'un sursis, les Nord-Coréens réussissent, comme les Irakiens, à dissimuler leur programme nucléaire militaire aux inspecteurs de l'AIEA.

### Registre onusien des armes

■ Le 9 décembre, par 150 voix, aucune opposition et deux abstentions, l'Assemblée générale de l'ONU a créé un Registre des armes conventionnelles. La proposition s'inspirait d'une vieille idée, relancée en février 1991 par le premier ministre du Canada, M. Mulroney, et visant à décourager, par la publicité qui en est faite, les transferts d'armement excessifs. Dans un premier temps, le registre volontaire, ouvert le 1<sup>er</sup> janvier 1992, répertorie les transferts uniquement dans les catégories suivantes : chars de combat, véhicules blindés de combat, systèmes d'artillerie lourde, avions de combat, hélicoptères d'assaut, bâtiments de guerre, missiles et systèmes de missiles. Un groupe d'experts doit remettre l'an prochain un rapport sur les façons d'étendre le registre aux armes plus légères, aux lieux de production et aux arsenaux nationaux, ce afin qu'il soit moins discriminatoire à l'égard des États importateurs d'armes. □

— RON PURVER